



Macron déclare la guerre à la Fonction Publique !

Cela fait des années que les Services Publics sont laminés par des réformes et des budgets qui n'ont fait que détériorer leur fonctionnement et réduire leur capacité à mener à bien leurs missions auprès de la population.

Aujourd'hui, le gouvernement Macron change de braquet et veut porter l'estocade sociale. L'ennemi véritable de Macron, c'est le peuple, qu'il dépouille de ses droits et de ses biens : augmentation CSG, réduction de l'ISF, ordonnances travail, SNCF, Fonction Publique (État Territoriale et Hospitalière) Formation, protection sociale et retraite...

Attaque sur nos instances

- Menace de suppression des CHSCT : pourtant cette instance a pour mission de protéger la santé des agents et leurs conditions de travail. Le gouvernement va même jusqu'à la suppression de la possibilité de recourir à l'expertise, qui permet de mettre en avant tous les dysfonctionnements. Cette instance gêne la politique d'économie à tout prix, il faut la réduire au silence.
- Des Commissions Administratives Paritaires Locales gravement amputées de leurs prérogatives. C'en est fini du droit de regard des élus du personnel sur les politiques d'avancements, de promotions, titularisations. Les CAP ne seraient convoquées qu'en cas de recours des agents, c'est la porte ouverte à tous les abus, aux passes droit, aux promotions à la tête du client.

La méthode est simple : fractionner les annonces en frappant vite, tout azimut et le plus fort possible pour assommer la population sous l'avalanche des mauvais coups.

Nouvelle cible du gouvernement : les services publics avec toujours la même méthode, frapper vite et fort. Enjeux : casser tout ce qui gêne à la mise en place du démantèlement, du morcellement et de la privatisation des services publics.

Avant de s'attaquer aux droits des agents de la fonction publique, à son statut, le gouvernement s'attaque à ce qui permet aux salariés du public de s'organiser, de se défendre, de revendiquer, et de contester abus et injustices.

La conséquence de la refonte des instances représentatives du personnel aboutira à une réduction drastique des moyens syndicaux et donc notre capacité à vous informer, à vous accompagner dans vos démarches et à vous défendre. Leur but unique étant de museler le personnel pour anéantir toutes velléités de contestation, de revendications individuelles et collectives

Ne nous laissons pas manipuler ni prendre de vitesse, il est temps de s'organiser et d'agir ensemble. Les services publics ne sont pas une idée rétrograde au contraire, ils sont la propriété du peuple, ils garantissent la réponse aux besoins fondamentaux quel que soit la condition de l'individu, ils réduisent les inégalités et sont garants de la redistribution sociale, ils maillent les territoires et sont au service de la population et pas des intérêts d'actionnaires voraces.

Attaques de notre statut

- recours accru d'agents sous contrat avec fléchage de missions entières où, par principe, le recrutement de fonctionnaires serait banni pour laisser place aux contractuels et donc à la précarité. Ce qui se dessine, c'est donc l'arrêt du recrutement statutaire dans des pans entiers de la Fonction Publique. C'est la mise à mal d'un des principes fondateurs du statut.

Ensemble Public/Privé

Grève et manifestation à Lille Porte de Paris

Statut, Emplois, Droit du travail, Salaires, Conditions de Travail, Services Publics, Droits Fondamentaux :

Le 19 AVRIL 2018, TOUS dans la RUE !